



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article299>

Boubakar Moussa, 1er vice-président de l'Ufp au Calame

- Le parti - Interviews -



Date de mise en ligne : jeudi 12 juillet 2007

Date de parution : 12 juillet 2007

Union des Forces de Progrès

Le Calame : Le IXème sommet ordinaire de l'Union Africaine vient de prendre fin à Accra. Les Africains et le reste du monde l'ont suivi avec beaucoup d'attention. Qu'est-ce qui a pu retenir la vôtre ?

BBM : L'élément majeur qui a retenu l'attention du Sommet, celui dont l'ensemble des Mauritaniens doivent être conscients pour le suivre de près, c'est le « Grand débat sur le gouvernement de l'Union ». Ce débat a donné lieu à de sérieuses empoignades quant à l'approche, à la démarche qui devrait prévaloir pour atteindre l'objectif commun : les États Unis d'Afrique.

Les dirigeants africains ont dû recourir au « huis clos » et n'ont pas pu éviter des éclats de voix, des débordements, malgré les mises en garde du Président en exercice. Selon les mots de Alpha Oumar Konaré, « ce fut crispé à certains moments ! », « un débat difficile, quelques fois pénible ! » C'est déjà une très bonne chose que les débats aient eu lieu, sur une question majeure qui préoccupe les populations africaines, en particulier la jeunesse.

Le Calame : Quels étaient les points de vue en présence ?

BBM : « Le Grand débat » a scindé l'assistance en trois groupes. Le premier groupe est celui qui soutient la formation immédiate d'un Gouvernement de l'Union, ayant en charge la gouvernance des affaires du continent dans son ensemble. Il a pour chef de file Mouammar El Ghadafi, soutenu fermement par Abdoulaye Wade et d'autres présidents, généralement des pays sahélo-sahariens. À l'autre bout, le groupe des partisans d'une approche graduelle, qui accordent la priorité au renforcement des organisations sous-régionales comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ils suggèrent, sur la base des expériences accumulées au plan sous-régional, d'envisager et de réfléchir sur la forme et les attributions d'un gouvernement pour l'ensemble du continent. L'Afrique du Sud, l'Algérie, le Nigeria et le Kenya en sont les principaux tenants.

Entre les deux groupes, nous avons celui dont le principal inspirateur est Yuwéri Museweni de l'Ouganda. Il soutient la nécessité de s'accorder tous sur l'objectif final (l'unité du continent) et d'avoir en vue les dimensions économiques et politiques de cet objectif. Il suggère l'accélération et le renforcement du processus d'intégration au niveau sous-régional et le choix de domaines précis de convergence, pour en assurer la coordination au niveau continental.

Le Calame : C'est une approche réaliste et active... Plus réfléchie en tout cas que celle de Ghadafi... Qu'en dites-vous ?

BBM : Les différents points de vue en présence méritent tous de la considération et une meilleure intelligence pour ceux qui s'intéressent aux débats en cours.

Le point de vue de Mouammar El Ghadafi doit être sérieusement pris en compte. Convaincu de l'urgence de l'unité du continent, disposant de ressources considérables, il a déployé des efforts immenses et dignes de respect pour les intérêts des pays et des peuples africains. Il a, par exemple, pris en charge la traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique en arabe et dans les principales langues africaines, financé pour des centaines de millions de dollars la formation de bon nombre d'étudiants africains par l'intermédiaire de l'UNESCO, offert gracieusement les fonds nécessaires à la tenue de quelques assises de l'OUA, puis de l'UA. Si, incontestablement, la quête du prestige n'est pas à écarter, il serait injuste de ne pas lui reconnaître la foi qu'il a en l'unité africaine, en l'avenir de ses peuples. Lui et le peuple Libyen ont consenti des efforts et des sacrifices dont les pays et les peuples africains doivent leur être reconnaissants. On peut, cependant, se demander si ses propositions ne prennent pas le risque de brûler des étapes indispensables au succès de l'Union, gâchant ainsi les efforts et les sacrifices endurés.

Le Calame : L'opposition entre lui et ceux qui prônent plus de réflexion et de préalables au gouvernement d'Union Africaine, comme Thabo Mbeki, avait été à la limite de la rupture...

BBM : Thabo Mbeki est auréolé de l'expérience prestigieuse de la lutte anti-apartheid du peuple sud-africain, de la voie de sagesse que l'illustre Mandela leur a balisée. Mais ne l'opposons pas à Ghadafi, comme certains médias, au point d'en faire des adversaires irréductibles. Thabo Mbeki se soucie des obstacles, des revers possibles et de l'impérieux besoin de la prudence dans la démarche, pour baliser le chemin et se doter des meilleures chances pour atteindre l'objectif commun.

L'approche de Yuwéri Museveni a transcendé les positions des deux groupes précédents et offert une voie de compromis prometteuse. Selon ses propos : « Le Continent devrait avoir une approche rationnelle et multifonctionnelle, avec l'assentiment de tous ceux qui sont concernés, pour déterminer quelles fonctions pourraient être mieux prises en main au niveau du village, du département, de la région administrative, du pays, de la sous-région ou du continent. »

C'est suivant cette approche que la Déclaration finale a été adoptée, en vue d'un prochain sommet en janvier 2008. Il ressort de cette approche que les Africains doivent envisager leur unité en tenant compte de l'ensemble des niveaux en présence et ce qu'ils impliquent. Museveni entrevoit clairement l'unité des populations de la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe), unies autour de la même langue, le Swahili, de cultures communes, d'aspirations partagées.

Au niveau continental il propose de s'accorder sur les questions relatives à l'environnement, aux négociations commerciales, à la conclusion d'un accord de défense, à la gestion et à la promotion du marché africain. Il profite de l'occasion pour demander à la Commission de l'Union Africaine de « se concentrer sur ces préoccupations, de cesser d'être partout et nulle part... », se gardant, lui-même, de « quitter l'erreur de la balkanisation pour tomber dans celle de la simplification de situations très complexes. »

Le Calame : Le concept d'État-Nation serait-il pertinent en Afrique ?

BBM : D'un point de vue historique et sociologique, le concept (c'est-à-dire la représentation générale et abstraite de l'objet », selon Le Robert), le concept d'État-Nation donc est apparu en Europe avec l'émergence du capitalisme, surgi des flancs des sociétés féodales des XII-XIV^{ème} siècles. Les « Européens » d'alors, dans leurs proximités en tant que groupes partageant la même langue, le même territoire, les mêmes activités économiques, des us et coutumes similaires, après un cheminement historique déterminé, se retrouvaient, à l'époque féodale, dans des regroupements auxquels on a attribué le nom de nationalités. En Afrique, le colonialisme est intervenu dans le devenir de certaines de nos sociétés à une période où les formes d'organisation dominantes s'apparentaient à celles de l'époque féodale européenne. Le Congrès des Historiens Africains et Africanistes, tenu à Bamako en 1996, a estimé, sur la base d'une communication magistrale de Catherine Cocquery Vidrovitch, que ce concept s'appliquait aux sociétés africaines, en particulier dans la Sénégalie, en Mauritanie...

Alpha Oumar Konaré, le Président de la Commission de l'Union Africaine, qui est Professeur d'histoire, ayant en vue la complexité de la situation en Afrique, les frontières artificielles qui divisent les peuples, a été de ceux qui ont inventé le concept de « pays frontière ». Voyez combien les frontières entre la Mauritanie et le Sénégal sont artificielles, de même que celles qui nous séparent du Mali et du Sahara occidental.

Le Calame : Quelle signification les débats en cours devraient-ils avoir pour la Mauritanie ?

BBM : Nous amener à avoir d'abord en vue le Maghreb, l'Organisation pour la Mise en Valeur du Sénégal (OMVS) et

la CEDEAO. S'il y a des convergences évidentes du fait de la proximité par le sang, l'histoire, la religion, la pérennité des échanges économiques, c'est bien dans ces espaces !

Le Calame : Quelle a été la position la Mauritanie au cours des débats au sein de l'Union Africaine ?

BBM : Je n'ai pas pu accéder aux prises de position de notre pays au cours des débats, mais le communiqué du Conseil des Ministres du jeudi 5 juillet 2007 donne une indication : « ... la République Islamique de Mauritanie salue toute démarche tendant à rapprocher les points de vue de nos frères africains et à rassembler leurs efforts. »

« Nous considérons que la démarche logique pour atteindre l'idéal d'union passe aujourd'hui par le raffermissement des regroupements régionaux et sous-régionaux existants en vue de les fondre, à terme, dans un cadre homogène à même de nous permettre d'atteindre notre aspiration légitime et notre option stratégique à savoir la création des Etats-Unis d'Afrique. »

C'est très probablement cette position qu'a défendue la délégation de notre pays. Si c'est le cas, elle est sage et réaliste.

Le Calame : Cela suffit-il ?

BBM : Il faudrait, en plus de cela, que cette position soit matérialisée dans des actions concrètes, au niveau de notre sous-région, auprès de nos amis les plus proches. C'est en agissant ainsi que nous rendrons crédibles les décisions de l'Union Africaine, en surmontant notre tendance à beaucoup palabrer et à agir peu. Il est absolument nécessaire que de telles questions fassent l'objet de compte-rendus larges, dans l'ensemble des langues nationales, que des débats soient organisés pour informer l'opinion, en particulier les jeunes, confronter les points de vue, afin que les populations non seulement s'impliquent mais qu'elles assument leur destin. Nous contribuerons ainsi à en faire un processus participatif, comme treize ou quatorze pays l'ont déjà fait, selon le rapport Obasanjo.

Le Calame : Et ensuite ?

BBM : À partir de cette approche, nous devons travailler activement à la résolution pacifique des conflits qui divisent les pays et opposent les populations du continent. Comme vous le savez la solution des problèmes relatifs à l'unité nationale en Mauritanie est en soi une contribution directe à la paix et à l'unité des peuples africains, la récente initiative du Chef de l'Etat constituant un progrès significatif dans ce domaine.

La Mauritanie peut jouer un rôle positif dans la résolution du conflit du Sahara occidental, et d'autres conflits dans la région saharo-sahélienne. Il serait également utile de mettre en place des mécanismes et des forums pour les échanges et la collaboration entre tous les acteurs du développement économique, social et culturel du continent. Avec Internet le monde est devenu un village ! Nous devons réaliser que tout progrès vers l'unité africaine, en particulier l'unité entre les peuples du grand Maghreb et ceux situés au sud du Sahara contribuera à la consolidation de l'unité nationale en Mauritanie.

L'unité arabe et l'unité africaine, pour le progrès, la démocratie et la justice sociale, doit donc préoccuper au plus haut point les Mauritaniens, en tout premier lieu la direction des affaires du pays, les partis politiques, la société civile et l'ensemble des personnes qui se soucient de notre avenir. En effet, ce n'est ni par nos richesses matérielles, ni par notre puissance que nous avons pu mériter le respect que bon nombre de pays et peuples nous accordent, toute modestie mise à part. Nos aînés ont pu forger des niches valorisantes par leur intelligence, la force de leurs idées et les projets dont ils ont été porteurs pour rapprocher les peuples et les pays, les unir dans un élan empreint de

sagesse, pour la paix et le bien-être. Investissons dans l'intelligence ! Inspirons-nous de la révolution technologique en cours dont la Chine et l'Inde, surtout, sont devenus des leaders incontestés. À nous d'assumer la part qui nous revient, pour mieux nous préparer à céder la place aux jeunes générations.

Dans le monde d'aujourd'hui, il n'est pas possible de s'en sortir en restant les yeux rivés sur son nombril. Il n'y a pas d'autre salut pour l'Afrique que l'organisation de son autonomie collective.

Le Calame : N'y a-t-il une crise sérieuse de leadership ?

BBM : C'est incontestable et, par-delà la Mauritanie, au niveau du continent dans son ensemble, il y a une crise sérieuse de leadership, mais pas dans le sens où j'ai cru le comprendre dans les propos de certains penseurs politiques. La Mauritanie et notre continent dans son ensemble traversent une crise d'existence. En Europe, en Amérique, en Asie, d'une manière générale, les peuples ont su inventer leurs voies propres pour acclimater l'économie de marché à leurs conditions et mettre en place des modes de gouvernance viables et durables, qui assurent la paix civile, la quiétude et le mieux-être pour les citoyens. Aux générations africaines du XXIème siècle reviendra certainement la tâche d'assumer ce destin pour l'Afrique, avec l'aide et le soutien de nos amis. Mais il ne faudra pas se faire d'illusions ! Jamais, au grand jamais l'aide et le soutien de nos amis ne remplaceront nos efforts et nos sacrifices propres. De ce point de vue, l'issue se trouve certainement dans l'émergence d'un leadership africain compétent, résolu et déterminé à aller à l'assaut de ce qui, pour certains, serait impossible.

Propos recueillis par HMA